

# Résultats d'une enquête-intervention longitudinale sur le redéploiement post-séisme de la formation technique et professionnelle dans le département du Sud-Est en Haïti

Claude Julie Bourque<sup>1</sup> et Christian Duplan<sup>2</sup>

**Résumé:** Une enquête-intervention longitudinale a permis de produire un portrait empirique détaillé de l'offre de formation technique et professionnelle (FTP) dans le département du Sud-Est en Haïti et de son redéploiement post-séisme de 2012 à 2017. Une quarantaine d'écoles offrant aujourd'hui une centaine de programmes de FTP ont été intégrées à une base de données, ce qui a aidé à tracer un portrait géographique et historique de la FTP dans la région et à créer une typologie d'écoles et des programmes offerts, la plupart étant accrédités par l'Institut national de la formation professionnelle. L'analyse des dynamiques socioéconomiques soutenant le développement, la qualité et l'accessibilité de la FTP ainsi que les rapports formation-emploi a mis en lumière sept enjeux d'avenir pour le système de FTP dans le Sud-Est. Nous proposons de mobiliser le modèle de concertation mis en place dans la région pour inspirer l'innovation et stimuler le développement de la FTP à l'échelle nationale.

À la mémoire de M. Arnaud Robert, chef de Services SDTP à l'INFP, qui a grandement contribué à notre enquête par ses connaissances et sa passion pour la qualité de la formation.

† 7 juin 2017

**Rezime:** Yon ankèt marye ak bon jan aksyon manchlong te pèmèt nou pwodui yon pòtre detaye pwopozisyon pou fòmasyon teknik ak pwofesyonèl la (FTP) nan sidès peyi Ayiti epi sou relansman aktivite sa yo apre tranbleman a, sòti 2012 rive 2017. Enfòmasyon sou prèske 40 lekòl ki ap ofri yon santèn pwogram FTP te antre nan yon bazdone. Sa te pèmèt trase yon pòtre jeyografi ak istwa FTP nan rejyon an, epi kreye yon tipoloji divès lekòl ak pwogram yo ofri. Pi fò ladan yo gen akreditasyon Enstiti nasyonal fòmasyon pwofesyonèl (Institut national de formation professionnelle - INFP). Analiz dinamik sosyoekonomik yo ki soutni devlopman, kalite ak aksesibilite FTP a, epi rapò yo ant fòmasyon ak travay te pèmèt nou dekouvri sèt (7) gwo defi sou evolusyon sistèm FTP a nan Sidès la. Nou pwopoze pou nou mobilize modèl estrikti planifikasyon ak konsèstasyon ki enstale nan rejyon an pou nou enspire inovasyon epi estimile devlopman FTP a nan nivo nasyonal.

Nou sonje M. Arnaud Robert, chèf sèvis SDTP nan INFP, ki te ban nou yon bon koutmen nan ankèt nou an apati konsepsyon li epi avèk pasyon li pou yon fòmasyon wòdpòte.

† 7 jèn 2017



## 1. INTRODUCTION

Deux ans après le séisme du 12 janvier 2010, le secteur de la formation technique et professionnelle (FTP) dans le département du Sud-Est faisait face à des difficultés majeures. D'une part, l'École professionnelle de Jacmel, le plus important établissement régional, avait été détruite par le tremblement de terre et son site était toujours bondé de gravats et de bâtiments gravement endommagés et dangereux. Ce sont des tentes, les anciens hangars et quelques espaces dégagés dans la cour intérieure qui servaient de lieux de formation. D'autre part, à l'échelle régionale, plusieurs écoles de FTP avaient été détruites ou gravement endommagées et un nombre indéterminé de programmes de FTP étaient suspendus. Un inventaire des écoles et des programmes accessibles sur le territoire du Sud-Est et un portrait de l'état des lieux et des besoins étaient nécessaires. Une recherche-intervention a donc été mise en place pour réaliser une étude empirique longitudinale à l'échelle régionale. Dans cet article, nous présentons les résultats de l'étude initiale de 2012-2013 et nous décrivons l'évolution de la situation jusqu'en 2017. Nous mettons aussi en exergue les enjeux de la

FTP relativement à son avenir et proposons une réflexion critique sur sept enjeux pouvant influencer la qualité et l'accessibilité de la formation ainsi que l'employabilité pour les diplômés de la FTP.

## 2. L'IMPACT DU TREMBLEMENT DE TERRE DE 2010 SUR LA FTP

Haïti avait déjà creusé son écart économique avec l'Amérique latine et les Caraïbes avant la tragédie du 12 janvier 2010 en raison de sa faible performance économique de 1990 à 2009 et de ses niveaux élevés d'inégalités. Plus des trois quarts des fonds accordés pour renforcer le secteur public étaient alors acheminés par l'intermédiaire d'organisations multilatérales, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'unités de mise en œuvre de projets ou de conseillers techniques. Ainsi, la majorité des services d'éducation de base étaient livrés par les secteurs privé et caritatif plutôt que par le gouvernement. Le séisme a aggravé les problèmes en provoquant la destruction d'une grande partie des infrastructures de la capitale, Port-au-Prince, et la mort de nombreux représentants du gouvernement haïtien, dont 20 % des fonctionnaires vivant dans la capitale ainsi que des milliers d'étudiants et d'enseignants [1]. Plusieurs publications détaillent les impacts de l'événement dans la capitale; toutefois, la situation du département du Sud-Est, qui a aussi été touché gravement, est moins documentée.

1. Institut des sciences, des technologies et des études avancées d'Haïti et Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie/Université du Québec à Montréal.

2. Centre public de formation technique et professionnelle de Jacmel.

Le «Sud-Est» est l'un des 10 départements d'Haïti. Son chef-lieu est Jacmel. Il a une superficie de 2 034 km<sup>2</sup> et il longe la mer des Caraïbes sur la côte sud entre la rivière des Côtes-de-fer à l'ouest, et la frontière avec la République dominicaine à l'est. La région est accessible par la route 4 (Route de l'amitié franco-haïtienne) reliant la route nationale n° 2 à Jacmel. Elle possède aussi plusieurs routes secondaires et tertiaires plus ou moins accessibles qui traversent un territoire où alternent montagnes et plaines. Avant le séisme, le département comptait environ 575 000 habitants et la commune de Jacmel, plus de 170 000 habitants, dont près de 40 000 dans la ville elle-même<sup>3</sup>. Dans le Sud-Est, la tragédie de 2010 s'est soldée par près d'un millier de morts, de blessés et de personnes disparues, près de 12 000 familles sinistrées et environ 15 000 personnes sans abri. En plus des dommages causés à plusieurs bâtiments publics, ce sont plus de 10 000 maisons qui ont été détruites ou endommagées [2].

Le phénomène d'autoconstruction fait partie des traditions haïtiennes, mais il a pris une telle ampleur après le tremblement de terre que l'État haïtien a rapidement fait la promotion des règles de base à respecter pour éviter les effondrements qui ont fait tant de victimes en publiant le *Guide de bonnes pratiques pour la construction de petits bâtiments en maçonnerie chaînée en Haïti* dès septembre 2010 [3]. Après le séisme, l'important mouvement de reconstruction et l'inquiétude animant les habitants qui prenaient conscience de l'importance cruciale de la sécurité du bâtiment ont mis en lumière un manque flagrant de qualifications et de ressources pour former adéquatement une relève compétente en construction. L'offre et la qualité des programmes de FTP (dans les métiers de la construction comme dans tous les autres métiers) sont devenues des enjeux de première importance dans la région. Toutefois, le rôle central de ce type de formation dans l'économie ne se limite pas au contexte particulier de la phase post-séisme en Haïti. En effet, la FTP est un élément clé étroitement lié au marché de l'emploi et à la croissance dans presque tous les systèmes économiques du monde [4].

### 3. LA FTP ET LES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT

Dans les pays en développement, plusieurs politiques fondées sur la notion de capital humain visent essentiellement l'augmentation du taux de fréquentation scolaire. Or, il est de plus en plus admis que, quel que soit le niveau de développement du pays, ce seul taux ne permet pas d'influencer la croissance économique si la qualité générale de l'éducation, y compris les compétences cognitives de base et les compétences spécialisées, ne sont pas bonifiées [5]. Des interventions multidimensionnelles engageant des changements structurels dans les rapports entre l'éducation, la science et l'industrie et visant l'amélioration de la qualité de la formation pédagogique des enseignants sont donc jugées nécessaires [6, 7]. On remarque aussi l'importance d'encourager la formation en milieu de travail par l'établissement de liens structurels et sociaux forts et cohérents entre l'apprentissage et l'insertion professionnelle, l'adaptation des programmes aux besoins du marché de l'emploi

et la mise en place de modes d'encadrement et de compensation financière adéquats pour les étudiants stagiaires [8, 9].

Si les modalités et les conditions d'accès à ces formations varient d'un pays à l'autre, en général, dans les pays de l'OCDE, ces programmes intègrent des activités de formation en milieu de travail qui prennent la forme de stages ou de programmes d'alternance travail-études. Dans tous les cas, les enjeux de ce type de formation concernent l'équilibre entre les besoins des étudiants et ceux des employeurs, les compétences des enseignants, l'optimisation de la formation, la participation active des employeurs (définition des programmes et accueil des stagiaires) et les mesures de l'impact de cette formation [10]. En Haïti, l'ensemble du système éducatif est marqué par d'importants besoins de ressources pour tous les niveaux d'enseignement du préscolaire à l'université. Il existe aussi un besoin pressant et urgent de développement des compétences intermédiaires se situant entre la formation générale de base et la formation tertiaire de haut niveau. Ce besoin correspond à la FTP, un type de formation qui relève de l'Institut national de formation professionnelle (INFP) et dont les principales caractéristiques générales sont décrites dans l'introduction de ce cahier thématique.

Dans le département du Sud-Est, le représentant régional de l'INFP est aussi le directeur du Centre public de formation technique et professionnelle à Jacmel (CPFTPJ)<sup>4</sup>. Les formations offertes par ce centre ainsi que par certaines écoles accréditées par l'INFP ou collaboratrices répondent en principe aux normes nationales de formation. Toutefois, plusieurs formations offertes par des écoles de diverses confessions religieuses, par des écoles privées et par des ONG locales et internationales ne font pas l'objet d'évaluations et ne sont donc pas formellement reconnues par l'État, faute de moyens pour contrôler le marché régional de la FTP.

On sait que le séisme du 12 janvier 2010 a été catastrophique dans la région du Sud-Est où plusieurs bâtiments importants ont été détruits ou gravement endommagés, dont l'École professionnelle de Jacmel qui s'est complètement effondrée. Quels ont été les impacts du séisme sur l'offre de FTP dans le département du Sud-Est en Haïti? C'est la question principale à laquelle nous répondons en fonction de trois objectifs: 1) produire un portrait empirique de la situation de l'offre de formation deux ans après le séisme; 2) décrire l'évolution du système régional de FTP depuis 2013; 3) dégager les principaux enjeux concernant l'avenir du système.

### 4. UNE ENQUÊTE-INTERVENTION COLLABORATIVE ET LONGITUDINALE

Le modèle de l'enquête-intervention a été choisi afin de combiner la production de données et d'analyses scientifiques à l'accompagnement d'actions concrètes pour répondre à certains problèmes pressants dans le milieu. Il s'agit d'un modèle répandu dans plusieurs disciplines et qui a diverses appellations (recherche participative, *implementation research*, etc.) [11-13]. Ancrée dans une perspective socioéconomique, l'enquête a mobilisé les méthodes mixtes qui permettent une adaptation optimale à la complexité des processus étudiés et à la fragilité du terrain d'enquête [14, 15]. Ceci

3. Recensement par estimation de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique de 2009.

4. <https://www.epjacmel.org>, consulté le 4 juillet 2017.

nous a permis de tenir compte des particularités de la culture et du territoire d'Haïti où il n'est pas aisé de produire des statistiques fiables. Nous avons donc combiné la construction d'inventaires et de variables quantifiables à une approche qualitative plus ethnographique. Le modèle d'enquête et les méthodes utilisées ont été validés lors de communications auprès de publics spécialisés pendant la première année [16-18].

L'enquête a été lancée en janvier 2012 par les deux auteurs et le groupe de travail sur la FTP (GTFTP) constitué de directeurs et directrices d'écoles professionnelles locales<sup>5</sup> avec le soutien technique du Programme de coopération volontaire d'appui à la gouvernance, à l'éducation et au développement économique en Haïti (PCV2)<sup>6</sup> et la collaboration de l'Université publique du Sud-Est à Jacmel (UPSEJ)<sup>7</sup>. Les questionnaires sur le profil des écoles, les programmes et les étudiants ont été élaborés avec le GTFTP. Le travail d'enquête initial a été réalisé principalement sur place en 2012 et 2013. Le suivi longitudinal et l'analyse des données utilisées dans cet article se sont poursuivis *in situ* et en télétravail de 2014 à 2017<sup>8</sup>.

Pour l'enquête de terrain initiale, 14 étudiants et professeurs en gestion de l'UPSEJ<sup>9</sup> ont participé à un séminaire de 80 heures pour développer leurs compétences en gestion d'enquête ainsi qu'en techniques de collecte et de traitement des données. La collecte de données dans les écoles de la région par cette équipe d'assistants a été coordonnée et supervisée par les chercheurs. Enfin, des photographies numériques ont été prises dans tous les lieux visités, ce qui constitue une banque de plus de 350 images. Après la tournée, six étudiants ont collaboré à la compilation des données avec des logiciels (Excel, NVivo)<sup>10</sup>.

Le travail de terrain complémentaire a été réalisé à l'occasion de plusieurs activités diversifiées : visites d'écoles, rencontres avec les dirigeants de l'INFP à Port-au-Prince, consultations de documents divers comme des programmes de formation et des brochures d'information, participation à des conférences politiques, économiques et culturelles dans la région de Jacmel et à Port-au-Prince, etc.<sup>11</sup>. De plus, des activités de transfert des connaissances ont eu lieu au fil du déroulement de l'enquête initiale en 2012 et 2013<sup>12</sup>. Enfin,

en octobre 2012, une délégation de l'INFP incluant le représentant régional et deux représentants d'écoles de Jacmel a participé à une mission Sud-Nord du PCV2 au Québec. Plusieurs visites et rencontres dans la région des Cantons-de-l'Est leur ont permis de voir des modèles de formations et de projets axés sur les ressources régionales dans une région touristique non métropolitaine.

## 5. ÉTAT DES LIEUX DE LA FTP DANS LE SUD-EST EN 2012-2013

À partir des informations disponibles au bureau de l'INFP à Port-au-Prince et au sein de GTFTP, 37 sites de formation répartis dans les trois arrondissements du département ont été repérés et visités en 2012 et 2013. Le tableau 1 rend compte de leur répartition dans les communes selon leur profil type (établi de manière émergente afin de tenir compte de la réalité du système régional). L'inventaire comprend la seule école de l'INFP active à ce moment, 16 écoles régulières accréditées par l'INFP ou collaboratrices (c'est-à-dire participant aux activités du GTFTP ou en processus d'accréditation), 7 écoles par projet (fonctionnant sur la base de commandes publiques et privées et de projets d'ONG locales et internationales), 3 écoles à venir (en construction au moment de l'enquête initiale), 1 projet-pilote d'école (ONG internationale) et 5 écoles indépendantes (échantillon-test de ce type d'écoles privées ne faisant pas partie de la liste de l'INFP). Nous avons constaté que quatre écoles, faisant partie de l'inventaire de l'INFP, étaient déjà inactives en FTP au moment du séisme<sup>13</sup>.

Nous avons obtenu des données historiques de 32 établissements actifs en 2017 pour tracer un portrait du déploiement du réseau de FTP. Comme l'indique le tableau 2, les deux plus anciens établissements ont vu le jour sous l'occupation américaine. Le plus ancien (1926) est l'École de formation professionnelle de Jacmel, fondée par le gouvernement états-unien et le ministère de l'Éducation d'Haïti, et qui est aujourd'hui l'établissement régional de l'INFP. On constate que si des écoles de FTP reconnues par l'État haïtien ont été fondées de 1929 à 1971, aucune ne serait encore en fonction. De plus, de 1972 à 1996, peu d'écoles de FTP ont vu le jour et la plupart ont été mises sur pied par des organisations religieuses. Par ailleurs, à partir de 1996, il y a une importante diversification des types d'administration (missions religieuses, propriétaires privés, États étrangers et ONG internationales : France, Espagne, Hollande, Canada). Notre échantillon-test d'écoles privées indépendantes est aussi marqué par la diversité (propriétaires privés, missions religieuses, ONG internationales). Ce qui est remarquable, c'est la place toujours plus importante des institutions gouvernementales haïtiennes (au niveau national ou local), les établissements d'enseignement supérieur haïtiens et les ONG haïtiennes dans la mise sur pied et la gestion des écoles de FTP. Cette tendance était déjà forte dans les années précédant le tremblement de terre de 2010 et elle s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui.

La tournée initiale de 2012-2013 a permis de constater que six écoles avaient subi des dommages jugés graves ou moyens : leurs

5. Les membres du GTFTP sont Claire-Marie Raymond-Massé (École A.-M. Deva-rieux), Jeanne-Martine D. Lundi (École Ében-Ezer), Jean-Paul Chancy (Atelier-École de Cayes Jacmel) et Karl-Henry Bertrand (APTECH de Cayes Jacmel).
6. Programme piloté par le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) : <http://www.ceci.ca>, consulté le 4 juillet 2017.
7. <http://upsej.org>, consulté le 4 juillet 2017.
8. Toutes les données ont été produites et traitées dans le respect des règles d'éthique (consentement libre et éclairé, confidentialité) et leur utilisation est autorisée par le représentant régional de l'INFP, coauteur de cet article.
9. Nos remerciements au recteur J.-É. Gilles ainsi qu'aux professeurs et étudiants du programme de gestion : E. Eugène, E. Archelus, G. E. Maxis, H. Dextra, J.-M. Désouvré, J. M. Mondésir, L. Gontrand, M. Noncent, M. Bayard, N. St-Germain, N. J. François, O. Petit-Las, R. Colin et S. Jacquet.
10. Nous remercions le Dr Roger Abbott qui a fait don d'un ordinateur et QSR International qui a fourni gracieusement une licence NVivo pour ce projet.
11. Par exemple, des conférences du Centre de recherche et de formation économique et sociale pour le développement (CRESFED), des activités organisées par des ONG internationales ou des organisations d'économie sociale et de santé publique (régimes coopératifs, prévention contre le choléra, etc.).
12. UPSEJ, Association touristique d'Haïti, INFP Port-au-Prince, Ambassade du Canada.

13. Deux écoles n'offrant plus de FTP depuis 2009 et n'ayant aucune intention de reprise, une école fermée définitivement depuis plusieurs années avant le séisme, une école ayant brûlé en 2003 sans jamais être reconstruite.

**Tableau 1 Types d'écoles et déploiement géographique en 2012-2013 (n = 37)**

ARRONDISSEMENT	COMMUNE	INFP	REG <sup>4</sup>	PROJ <sup>5</sup>	IND <sup>6</sup>	ONG <sup>7</sup>	AV <sup>8</sup>	FER <sup>9</sup>	T
Jacmel	Jacmel	01	09	-	-	01	01	03	15
	Marigot <sup>1</sup>	-	01	-	04	-	-	01	06
	Vallée-de-Jacmel <sup>2</sup>	-	02	01	-	-	01	-	04
	Cayes de Jacmel	-	01	02	-	-	-	-	03
Bainet	Bainet	-	01	01	-	-	-	-	02
	Côtes de Fer <sup>3</sup>	-	01	03	-	-	01	-	05
Belle-Anse	Belle-Anse	-	-	-	01	-	-	-	01
	Thiotte	-	01	-	-	-	-	-	01
<b>TOTAL</b>		<b>01</b>	<b>16</b>	<b>07</b>	<b>05</b>	<b>01</b>	<b>03</b>	<b>04</b>	<b>37</b>

1 : incluant Peredo, Fond Jean Noël, Seguin et Source Corien Seguin ; 2 : incluant Musac et Ridoré ; 3 : incluant Gris-Gris et La Biche ; 4 : écoles régulières actives accréditées par l'INFP ou collaboratrices ; 5 : écoles par projets ; 6 : écoles indépendantes privées ; 7 : école projet-pilote (ONG) ; 8 : écoles à venir (en construction) 9 : écoles fermées ou n'offrant plus de FTP.

**Tableau 2 Perspective historique selon les administrations fondatrices et actuelles (n = 32)**

ANNÉE	FONDATEUR PRINCIPAL	ADMINISTRATION ACTUELLE	ANNÉE	FONDATEUR PRINCIPAL	ADMINISTRATION ACTUELLE
1926	Gouv. É.-U./ <b>min. Éducation*</b>	<b>État haïtien (Éducation, INFP)</b>	2008	Privé/ <b>ONG haïtienne</b>	Privé/ <b>ONG haïtienne</b>
1928	Mission catholique	Mission catholique	2009	ONG (Esp)/ <b>min. Culture</b>	ONG (Esp)/ <b>min. Culture</b>
1972	Mission catholique/ONG (Hol)	Mission catholique	2009	Privé/étab. <b>d'ens. sup. haïtien</b>	Privé/étab. <b>d'ens. sup. haïtien</b>
1975	Mission catholique	Mission catholique	2011	<b>Municipalité</b> /ONG int.	<b>Municipalité</b>
1982	Mission baptiste	Mission baptiste	2012	Mission catholique	Mission catholique
1992	Privé	Privé	2013	Mission catholique/ONG (Can.)	Mission catholique
1993	Mission catholique	Privé	2013	<b>ONG haïtienne</b>	<b>ONG haïtienne</b>
1996	Privé	Privé	2017	<b>État haïtien (Éducation, INFP)</b>	<b>État haïtien (Éducation, INFP)</b>
1998 (6)	Gouv. France (réseau de 6 écoles)	<b>ONG haïtiennes</b>	<b>Écoles privées indépendantes visitées en 2012-2013 (échantillon-test)</b>		
2001	Privé	Privé	2007	Privé	Privé
2003	Privé/ <b>min. Agriculture</b>	Privé	2007	Privé	Privé
2004	Privé	Privé	2007	Mission catholique/privé	Mission catholique/privé
2005	Mission catholique	Mission catholique	2008	Mission mormone et ONG (Hol.)	Mission mormone
2005	Privé/étab. <b>d'ens. sup. haïtien</b>	Privé/ <b>ONG haïtienne</b>	2009	Privé	Privé

\* En caractères gras : administration relevant de l'État haïtien (ministères, INFRP), de municipalités, d'établissements d'enseignement supérieur haïtiens ou d'ONG haïtiennes locales.



bâtiments ont été entièrement ou partiellement détruits et l'on ne pouvait plus y offrir une partie ou la totalité des programmes de FTP. De plus, cinq écoles avaient subi des dommages jugés légers : leurs bâtiments montraient des dommages visibles mais ne mettant pas en cause l'accessibilité et la sécurité des lieux. Les autres écoles n'avaient pas de séquelles majeures, la plupart d'entre elles étant établies dans des installations plus légères ne comptant qu'un rez-de-chaussée et ayant mieux résisté au séisme. Presque toutes les écoles ont toutefois subi des pertes matérielles (équipement, mobilier, accessoires, matériel de formation).

## 6. ÉVOLUTION DE LA FTP DANS LE SUD-EST DEPUIS 2013

Malgré les limites de moyens qui font que certains sites sont toujours en reconstruction, l'offre de FTP dans le Sud-Est a évolué de manière remarquable grâce aux dynamiques économiques, politiques et sociales portées par les acteurs locaux. Un survol de la situation actuelle permet de faire plusieurs constats encourageants.

Les Centres de formation technique et professionnelle de l'INFP : Après plusieurs revirements liés aux droits de propriété des terrains et au statut patrimonial de son site en ruines, l'École professionnelle de Jacmel a été relocalisée dans des bâtiments neufs et équipés<sup>14</sup> et rebaptisée Centre public de formation technique et professionnelle de Jacmel (CPFTPJ)<sup>15</sup>. On y accueillera des étudiants à l'automne 2017 dans les programmes Mécanique automobile, Construction de bâtiments, Plomberie, Électricité, Hôtellerie et restauration, Coupe-couture et Technique agricole. De plus, le Centre public de formation technique et professionnelle de Côtes de Fer qui faisait partie de la liste des écoles «à venir» en 2012 a été construit par l'État et offre les programmes Plomberie, Construction de bâtiment et Travaux du bois depuis l'automne 2016.

Les écoles accréditées ou collaboratrices de l'INFP : La progression de l'offre de formation est très inégale selon la capacité des établissements à réparer et à reconstruire leurs bâtiments, à remplacer le matériel et à trouver les sources de financement pour soutenir leurs activités. Quelques écoles ont transformé leurs programmes d'arts ménagers ou de cuisine et pâtisserie en programmes comme Hôtellerie et restauration, Coupe-couture ou Art et artisanat. Une bonne part des écoles collaboratrices qui n'avaient pas de programmes accrédités par l'INFP en 2012 ont fait ou sont en train de faire les adaptations nécessaires pour rencontrer les normes de l'institution. Des microprogrammes non accrédités offerts sur demande sont aussi disponibles dans plusieurs écoles : Carrelage, Service de bar et restaurant, Pâtisserie et décoration de gâteaux, Arrangement floral, Traitement de fruits, Dépannage d'ordinateurs, Assistance administrative, etc.

Les écoles pilotées par des organisations haïtiennes : Marquées par le dynamisme des interactions dans leur milieu, elles puisent leur financement dans les projets (commandes privées ou publiques, projets d'ONG locales ou internationales) et se démarquent par

une approche pédagogique par compétences et par projet. Dans le cas du réseau des ateliers-pilotes de technologies (APTECH), les écoles ont été mises sur pied à la fin des années 1990 par l'État français en collaboration avec l'État haïtien et des coopératives locales d'artisans et d'agriculteurs à qui ont été légués les bâtiments et les équipements. Ces coopératives continuent à développer la double fonction de ces sites. Ce sont des lieux de formation continue de type maître-apprenti (travaux du bois et ébénisterie, travaux du fer, construction, cuisine et pâtisserie, couture, etc). Ce sont aussi des ateliers de fabrication réunissant un ensemble de ressources humaines et techniques accessibles pour les artisans et les micro-entrepreneurs locaux qui y réalisent divers contrats et commandes provenant du secteur public, du secteur privé ainsi que d'ONG haïtiennes ou internationales (ameublement, fer forgé, construction, etc.). Deux autres modèles d'initiatives haïtiennes sont présents dans le département :

- Les écoles dirigées par une commune, une ONG locale ou un comité local. Par exemple, le laboratoire d'initiation à l'informatique « par logiciel » du Centre municipal polyvalent de Gris-Gris, l'Atelier-École de Cayes-Jacmel de l'organisme haïtien Jeunesse Enfance Solidarité qui offre des formations à court terme financées par des ONG ou d'autres collaborateurs souhaitant aider les jeunes de la région (anglais, cuisine, service aux tables, pâtisserie, décoration, etc.) et l'École professionnelle de Thiotte qui offre les programmes Agriculture et Plomberie ;
- Les écoles mises sur pied en collaboration avec des établissements d'enseignement supérieur haïtiens qui offrent des programmes accrédités par l'INFP. C'est le cas du Centre éducatif de Fond Jean Noël créé en 2005 avec l'appui d'Haïtitech et de l'Université Quisqueya (Informatique et Bureautique) et de l'École moyenne d'agro-écologie Jean-Mari Romain à Cayes Jacmel fondée par l'Université du Roi Henry-Christophe en 2009.

**Les écoles créées par des ONG internationales :** Deux écoles faisant partie de notre inventaire ont connu des trajectoires contrastées. Une école offrant une formation en accueil touristique et hôtellerie pilotée par des organismes de bienfaisance états-uniens souhaitant offrir de l'aide après le séisme a proposé un programme intéressant, mais conçu à l'étranger et ne répondant pas au contexte de l'économie touristique locale au moment où tout était encore à reconstruire en 2011-2012. Ne pouvant offrir de débouchés à ses diplômés dans un marché qui n'était pas prêt à les accueillir, le projet s'est terminé malgré les efforts et les ressources de qualité qui y avaient été investis. De son côté, l'École-atelier de Jacmel (EAJ) a émergé en 2009 d'un projet du programme Patrimoine pour le développement de la coopération espagnole. Conçu avec soin avant le séisme, le projet-pilote de l'école est axé sur la préservation du patrimoine architectural jacmélien et visait initialement la réhabilitation du Marché en Fer et de l'Ancienne Prison de Jacmel. L'expertise ainsi déployée a permis un travail rapide d'inventaire et de planification de restauration grâce à un programme intégrant plusieurs spécialités (travaux du bois, travaux du fer, construction, artisanat). Ceci est d'autant plus pertinent qu'au cours de l'enquête, un important inventaire général du patrimoine culturel a été mené par une équipe locale sous la responsabilité de

14. La Banque caribéenne de développement et la Banque interaméricaine de développement y ont investi environ 4 millions de dollars américains.

15. Le nom définitif du nouveau centre sera confirmé à l'automne 2017.

l'Institut de sauvegarde du patrimoine national [2]. À ce jour, l'EAJ continue à se développer avec le soutien du ministère de la Culture d'Haïti et chaque année, des dizaines de jeunes de la région y sont formés par des spécialistes des savoir-faire traditionnels.

**Les écoles dirigées par des organisations religieuses:** Qu'elles soient les moyens dont elles disposent, la plupart des organisations religieuses rencontrées ont manifesté le souci d'améliorer la qualité de leurs programmes et de leurs approches pédagogiques. Les établissements relevant d'organisations catholiques bénéficient d'un statut historique qui leur permet de délivrer des diplômes du ministère de l'Éducation, la plupart reproduisant le modèle d'enseignement secondaire français. Plusieurs couvents offrent des programmes traditionnellement destinés aux filles (arts ménagers, couture, cuisine, etc.) qui ne sont pas accrédités par l'INFP mais qui semblent jouer un rôle important dans la socialisation des jeunes femmes. Certains développent aussi de nouveaux programmes, par exemple, un atelier de transformation des fruits offert au Centre de formation familiale et sociale de Jacmel depuis 2014. De plus, l'un des projets qui étaient classés «à venir» en 2012 a été concrétisé: l'école technique Frère André-Guimond à La-Vallée-de-Jacmel est une école mixte et laïque dont la création en 2013 a été soutenue par le gouvernement canadien et une ONG internationale. On y offre des programmes accrédités par l'INFP: Hôtellerie et restauration, Construction de bâtiments et Plomberie. Nous avons par ailleurs remarqué que dans la plupart des cas, les ressources sont plus importantes pour les établissements catholiques dirigés par des groupes de religieux masculins que pour ceux qui sont intégrés à des couvents dont la plupart n'ont pas trouvé de financement pour reconstruire et réparer leurs bâtiments ou pour bonifier leurs formations. D'autres organisations religieuses (baptistes, mormones) sont présentes sur le territoire et soutiennent des écoles offrant surtout des programmes liés à la couture, dont un est accrédité par l'INFP.

**Les écoles privées indépendantes:** De nombreuses écoles privées indépendantes sont présentes sur le territoire et offrent divers types de programmes dont il est difficile d'établir la qualité, car elles ne sont pas accréditées par l'INFP et ne sont pas en lien direct avec le réseau de la FTP. La plupart ont une bonne réputation, mais les frais exigés sont souvent très élevés. Notre échantillon-test de ces écoles n'a pas été mis à jour du fait que le développement de cette catégorie d'écoles est très rapide et disparate et qu'il faudrait des moyens extraordinaires pour arriver à en faire un inventaire exhaustif sur le territoire. Le tableau 3 présente l'évolution de l'offre de programmes en FTP de 2012 à 2017 dans les écoles faisant partie de notre inventaire.

## 7. LE CONSEIL DE CONCERTATION EN FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE DU DÉPARTEMENT DU SUD-EST

Déjà en 2012-2013, l'approche intégrative développée par le représentant régional de l'INFP avait permis la mise en place du GTFTP et la mobilisation de ressources pour le développement de la FTP par son ancrage dans le milieu socioéconomique régional qui repose sur quatre éléments clés:

**Tableau 3 Offre de programmes de FTP dans le département du Sud-Est**

PROGRAMMES RÉGULIERS DE L'INFP <sup>1</sup>	2012-2013	2016-2017
Informatique et bureautique	04	06
Électricité et électroménagers	-	04
Construction de bâtiments et maçonnerie	01	04
Travaux du bois et ébénisterie	01	08
Coupe et couture	02	10
Hôtellerie et restauration	-	06
Plomberie	-	03
Travaux du fer	-	06
Comptabilité	01	03
Mécanique automobile	01	01
Secrétariat	01	03
Restauration du patrimoine	01	01
Artisanat	-	07
Technique agricole	01	07
Technique en gestion environnement	-	03
PROGRAMMES AUTONOMES OU RELEVANT DU MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES	2012-2013	2016-2017
Arts ménagers <sup>2</sup>	05	05
Cuisine et pâtisserie <sup>3</sup>	03	06
PROGRAMMES PARTICULIERS DÉVELOPPÉS DANS LA RÉGION	2012-2013	2016-2017
Programmes par projet (écoles par projet)	02	06
Programmes spécifiques (écoles privées indépendantes)	11	N/A
Microprogramme en carrelage, traitement des fruits	-	3
Formation continue maître-apprenti (Réseau ateliers APTECH)	05	05
<b>TOTAL</b>	<b>39</b>	<b>97</b>

1: Incluant les programmes relevant du ministère de l'Éducation dans certains établissements catholiques; 2: Programme général de cuisine, pâtisserie, coupe, couture, art floral, broderie, etc.; 3: Dans certaines écoles, le programme de cuisine et pâtisserie a été transformé en programme d'hôtellerie et restauration relevant de l'INFP.

1. Travailler en collaboration avec le plus grand nombre de partenaires possible sans exclure les représentants d'écoles en fonction de leur statut d'accréditation à l'INFP.
2. Considérer les différents acteurs comme une communauté apprenante en transférant le plus d'informations possible et en tenant compte de la meilleure manière de répondre aux besoins.
3. Mobiliser tous les réseaux disponibles pour faire avancer les dossiers en misant sur la solidarité sociale à l'échelle locale : amitiés, relations familiales, groupes religieux, groupes d'affinités sociales (politique, musique, art, sport, éducation, etc.).
4. Jouer un rôle d'animation et de médiation axé sur le bien commun en maintenant une posture de transparence et d'écoute, et en assumant un leadership ouvert et non directif.

Deux types d'observations complémentaires sur le terrain confirment l'efficacité de cette approche : 1) la mobilisation, l'engagement et l'assiduité des membres bénévoles du GTFTP et 2) l'accueil chaleureux et la spontanéité dans les échanges entre le représentant de l'INFP et les responsables des écoles visitées souvent pour la première fois, considérant les limites des déplacements possibles pour le représentant régional sur son territoire.

Les données fournies par l'enquête initiale et les dynamiques développées et consolidées au sein du GTFTP ont mené à la création, avec l'appui du programme canadien PCV, du Conseil de concertation en formation technique et professionnelle du département du Sud-Est (CCFTP-DSE) lancé en avril 2013. Le Conseil est doté d'un statut légal et est enregistré auprès du ministère des Affaires sociales d'Haïti. Il fonde son action sur un plan stratégique et opérationnel quinquennal (2013-2017) [19] visant la valorisation et l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité de la FTP. En sont membres tous les directeurs départementaux des ministères liés aux nombreux secteurs concernés par la FTP, des comités sectoriels de main-d'œuvre et des associations professionnelles, des écoles de FTP publiques et privées, des arrondissements, le Service de protection civile, la Chambre de commerce et des professions du Sud-Est, des entreprises, des associations, des ONG, etc. Il est doté de comités comptant 22 membres actifs sur une base régulière dont plus du tiers sont des femmes. La création d'une telle institution était prévue dans le plan du ministère de l'Éducation qui s'est d'ailleurs joint au Conseil en partenariat public-privé. Cependant, le CCFTP-DSE demeure une entité autonome et poursuit son évolution selon son fonctionnement démocratique et participatif : les membres contribuent à la planification, à l'organisation et à la mise en œuvre des réunions mensuelles ainsi qu'au suivi et à l'évaluation des projets et des activités en lien avec les besoins éducatifs, économiques, sociaux et culturels du département. En 2017, le bilan du plan d'action quinquennal en FTP sera réalisé selon ses quatre axes principaux : la valorisation, l'accessibilité, la qualité de la formation et l'employabilité. Un nouveau plan sera défini pour 2018-2022, mais on peut déjà faire le constat des principales réalisations du Conseil depuis 2013 [20] :

- Le Centre de services à Jacmel : bureau du CCFTP-DSE, services aux jeunes, informations, formation des formateurs et des

cadres (gestion, approche par compétences), accès Internet pour la recherche d'informations sur la FTP et l'emploi, séminaires, conférences, etc.

- La présentation de conférences dans divers départements sur la constitution du CCFTP-DSE et ses activités (Gonaïves, Cayes, Nord, etc.) et le développement d'outils de transfert des connaissances pour les départements intéressés à s'inspirer du modèle.
- La participation à des conférences internationales sur la coopération volontaire et la FTP (Guadeloupe, Pérou).
- L'organisation d'activités de promotion et d'information : expositions, visites d'écoles, présence médiatique, salon formation-emploi annuel au Centre de convention de Jacmel, mise en ligne du site *Apprendre un métier*<sup>16</sup>, création et diffusion d'outils promotionnels.
- L'élaboration de programmes et le contrôle de la qualité pour l'accréditation des programmes.

## 8. DISCUSSION : LES SEPT ENJEUX D'AVENIR POUR LA FTP DANS LE SUD-EST

L'analyse transversale des résultats permet de dégager sept enjeux centraux pour le développement de la FTP dans le Sud-Est :

1. La normalisation et le contrôle de la qualité des programmes et des diplômes : Depuis le début de l'enquête, le nombre de programmes accrédités a plus que doublé et il demeure en constante augmentation. L'expérience indique que le meilleur moyen de solidariser le réseau et de contrôler la qualité de la formation est d'assurer une présence continue sur le territoire et d'intégrer le plus grand nombre d'acteurs possible au mouvement de concertation. Par ailleurs, nous constatons un souci partagé relativement à la cohérence et à l'adéquation des programmes avec les attentes et les besoins du marché de l'emploi. La capacité de reconnaître, de nommer ce type d'enjeu fondamental et d'y intervenir est une caractéristique importante du système régional et il est souhaitable que les idées innovantes qui émergent de la réflexion collective continuent à se concrétiser. Par exemple, nous avons repéré plusieurs microprogrammes ou formations à court terme qui mériteraient d'être développés et contrôlés. En effet, ces « petites » formations permettent d'explorer de nouveaux secteurs d'emploi (par exemple, formation en traitement des fruits qui pourrait se développer en formation plus complète sur le traitement et la sécurité des aliments, formation en carrelage qui peut contribuer à l'image de marque de l'art architectural régional, etc.). Il faut toutefois limiter la sollicitation des jeunes par l'offre de formations disparates de piètre qualité et peu utiles, donc de nouvelles formes d'accréditation (par exemple des

16. Voir le site Internet <http://www.apprendreunmetier.org/index.php/services/propops/institut-national-de-formation-professionnelle> ainsi que la page Facebook <https://www.facebook.com/Apprendreunmetier.org/>, consulté le 4 juillet 2017.

attestations de microprogrammes et de formations par projet) pourraient être développées par l'INFP.

2. Le coût de la formation: Les coûts ne sont pas normalisés et les écarts sont importants d'un programme et d'un établissement à l'autre. De plus, des frais supplémentaires s'ajoutent souvent aux frais d'inscription, et ce, sans que les étudiants en soient toujours bien informés à l'avance (matériel, examens, délivrance du diplôme, etc.). À titre d'exemple, les frais d'inscription aux programmes du CPFTPJ sont de 500 gourdes (environ 8 \$ US) et les frais de scolarité sont de 10 000 gourdes (environ 160 \$ US) par année pour deux ou trois ans selon le programme et il n'y a pas d'autres frais. D'autres établissements sont plus accessibles comme l'Atelier-École de Jacmel dont le programme est en partie subventionné pour favoriser l'insertion sociale des jeunes. L'établissement n'exige donc que des frais d'inscription initiaux de 100 gourdes (moins de 2 \$ US) et offre des bourses complètes pour deux ans incluant les uniformes, le matériel didactique, les fournitures et les équipements ainsi que deux repas par jour. Par contre, dans certaines écoles, les frais peuvent dépasser 25 000 gourdes (environ 400 \$ US) pour certains programmes courts. Tout dépend de la capacité des écoles à accéder à des sources de financement diversifiées. Sachant à quel point les familles haïtiennes prennent l'éducation au sérieux et s'avèrent prêtes à faire de grands sacrifices pour donner la meilleure formation possible à leurs enfants, il semble important de développer des moyens de contrôler les coûts de formation et l'information sur ces coûts, en particulier dans le cas des programmes accrédités.
3. La place des femmes en FTP: Dans les résultats présentés, peu de commentaires ont été faits sur la situation des femmes en FTP dans le Sud-Est. L'absence d'enjeux majeurs (dans ce domaine particulier) explique ce silence. En effet, autant dans les instances décisionnelles et les organisations de concertation que dans les directions d'écoles et dans les inscriptions, nous n'avons pas constaté de problème d'accès pour les femmes en FTP. Au contraire, plusieurs jeunes femmes sont inscrites dans ces écoles et nous avons noté leur présence dans les laboratoires informatiques, sur les chantiers de formation en construction et en restauration du patrimoine, dans les programmes d'hôtellerie, de gestion et même de mécanique automobile. Il y a aussi une bonne part de femmes dans les équipes enseignantes (même en construction au CPFTPJ). Un lien a d'ailleurs été établi par certains participants à l'enquête entre la formation des femmes et la prise de conscience générale qui a suivi le séisme de 2010 et la crise du choléra qui a sévi par la suite. Ces événements auraient provoqué des changements d'attitude chez plusieurs citoyens qui reconnaissent l'importance cruciale des compétences pour la sécurité et le bien-être de tous (qualité de la construction et des routes, compétences liées à l'environnement, à l'agroalimentaire et au traitement des aliments pour la consommation, compétences informatiques, etc.). Cela comprend aussi le développement des compétences des femmes dans des métiers variés afin d'assurer leur autonomie et d'éviter de les enfermer dans un

destin marqué par la vulnérabilité économique et sociale. Cette culture de formation et d'emploi pour les femmes qui émerge dans le Sud-Est mérite d'ailleurs d'être documentée, soutenue et devrait peut-être servir de modèle à l'ensemble du pays.

4. L'arrimage entre formation et emploi: Il s'agit là de l'un des plus grands défis à relever dans le département. Évidemment, la situation de chômage presque généralisé est un problème sur lequel il est difficile d'influer, car elle dépend de facteurs se situant plutôt à l'échelle nationale. Les actions locales actuelles portent surtout sur l'adéquation entre le développement des programmes et l'évolution du marché de l'emploi (par exemple, il y a plus de demande de compétences en construction, donc plus de programmes disponibles et plus d'intérêt pour la formation dans ces métiers, et il en va de même pour le tourisme, en plein développement depuis 2014). Dans tous les cas, l'enjeu de l'insertion professionnelle est central: il est impératif de s'assurer que le marché du travail reconnaisse les qualifications des jeunes diplômés et les emploie à un salaire juste. D'autre part, la transition entre la formation et le travail devrait être réalisée dans un modèle intégré de formation et d'insertion progressive incluant des stages en entreprise (rémunérés autant que possible) et le développement de programmes de formation-emploi. Ces modèles sont reconnus comme essentiels dans le monde et permettent un transfert en continu de savoirs et de compétences entre les deux secteurs [21, 22]. Malheureusement, nous avons constaté que, malgré le boom de construction exceptionnel connu à Jacmel ces dernières années, peu d'étudiants et de nouveaux diplômés ont pu accéder aux divers chantiers, ne serait-ce qu'à titre d'observateurs. Cette barrière s'ajoute à la frustration de voir des firmes étrangères (États-Unis, République dominicaine, Japon, etc.) obtenir les mandats de conception, de gestion et de réalisation des projets pour lesquels elles embauchent souvent leurs propres travailleurs. Les solutions à ce problème se situent toutefois au niveau gouvernemental supérieur et il serait souhaitable que les modalités contractuelles réglementaires soient modifiées pour mieux soutenir le développement régional en incluant l'embauche de travailleurs qualifiés haïtiens et l'accueil de stagiaires par les firmes privées et les ONG internationales. Cela pourrait contribuer à faire face à un problème déjà reconnu par des pays contributeurs comme le Canada puisque dans le rapport sur la coopération en Haïti publié pendant notre enquête, il est affirmé dans la section 3 que «*le placement des diplômés dans les communautés rurales, après qu'ils aient été formés, demeure un défi de taille sans un développement régional plus prononcé*<sup>17</sup>». »
5. Le développement économique et touristique: Le défi lié à la structure économique nationale marquée par la pauvreté, des indicateurs de développement humain faibles, de grandes inégalités et le désengagement de l'État dans plusieurs secteurs influence directement la motivation des étudiants, leur

17. Gouvernement du Canada (2015). *Évaluation de la coopération Canada-Haïti 2006-2015 – Rapport synthèse*, Ottawa, Canada.



engagement et leur persévérance. Bien que le problème se situe au niveau national, la force que représentent les secteurs communautaires et coopératifs fortement engagés dans les activités du CCFTP-DSE pourrait être davantage mobilisée dans les dynamiques du développement régional. En effet, les modes d'organisation et de formation développés dans le Sud-Est se révèlent efficaces et pertinents, entre autres parce qu'il s'agit de modes d'échanges de proximité traditionnels en Haïti (konbits, corvées, etc.). En effet, les coopératives de production, d'épargne, de crédit, de commercialisation, de consommation ainsi que les coopératives agricoles et artisanales existent dans le pays depuis la fin des années 1930. Or, le discours public sur l'économie depuis le début de notre enquête porte à peu près strictement sur l'investissement étranger dans le secteur touristique. Pourtant, plusieurs études démontrent que la causalité est à l'inverse de la croyance populaire : ce sont plutôt les investissements en éducation et dans les infrastructures (routes et transport, alimentation, sécurité et santé publique) qui contribuent à l'accroissement du développement touristique qui, s'il est bien géré, peut avoir un effet de retour positif sur le développement économique [23]. Par ailleurs, on sait que la «touristicité» repose sur un ensemble de facteurs comme la stabilité politique, la faune, la flore, la culture locale, l'hospitalité, la qualité des services et l'authenticité culturelle [24]. En ce sens, les besoins réels de formation devraient être déterminés par les acteurs de l'industrie touristique locale à partir d'études sur le potentiel à développer sur place et non pas uniquement par des instances extérieures qui reproduisent des modèles commerciaux distants ne permettant pas la mise en valeur des spécificités d'Haïti [25, 26].

6. Les ressources pour le développement structurel : Le CCFTP-DSE doit faire face au défi permanent de l'absence de ressources matérielles, humaines et financières pour poursuivre sa mission. Le programme canadien qui a soutenu la création du Conseil et l'a accompagné dans l'atteinte de plusieurs de ses objectifs en multipliant les réalisations est terminé depuis le printemps 2016 et l'INFP ne semble toujours pas en mesure de prendre la relève. Les besoins sont nombreux pour maintenir la dynamique de développement et de contrôle de la qualité : mobilité sur le territoire, outils de communication, ressources techniques et logistiques, matériel de bureautique, etc. Il serait donc impératif de s'assurer que les ressources nécessaires soient fournies par l'État haïtien afin de maintenir le développement des activités et le rayonnement de l'expérience du CCFTP-DSE dans d'autres départements où son modèle peut être adapté. De plus, les acteurs de la FTP veulent continuer à collaborer avec les ONG mais souhaitent aussi pouvoir s'affranchir progressivement de l'aide internationale. Il serait donc pertinent de suggérer aux ONG internationales qui investissent dans des activités particulières de tenir compte des ressources déjà en place et de prévoir un volet de soutien aux structures organisationnelles locales dans le but d'améliorer les chances de pérennisation de leurs réalisations et de mieux accompagner les acteurs locaux dans leur processus d'autonomisation.

7. La pertinence de la recherche-intervention : Agir et analyser en parallèle a représenté un important défi de coordination, de communication et de transfert de connaissances dans les deux sens (du terrain vers l'expertise scientifique et de la méthodologie vers la pratique). La participation des acteurs de la FTP et des étudiants formés pour réaliser l'enquête a permis de créer un dispositif de recherche bien adapté (en français et en créole) et de produire des données très riches et fines. Le développement de compétences locales en gestion et technique d'enquête faisait partie des interventions visées dans le projet et elles ont d'ailleurs été mobilisées dans au moins une autre recherche d'envergure [27]. Il est à souhaiter que la recherche haïtienne intègre ce modèle d'enquête à la formation de ses étudiants. Par ailleurs, bien que la collaboration internationale reste une caractéristique normale et tout à fait souhaitable de la production scientifique, le leadership de la recherche sur Haïti devrait toujours être haïtien. Nous considérons par ailleurs que les ONG internationales qui interviennent en Haïti devraient être tenues de soutenir systématiquement et concrètement des études empiriques sur leur terrain d'action (études de faisabilité, ethnographies, inventaires, recherche-intervention, évaluation, études d'impacts, etc.) réalisées par des enquêteurs et des étudiants haïtiens.

## 9. CONCLUSION

Notre enquête-intervention a permis de développer et de mettre en œuvre des compétences techniques et scientifiques de haut niveau dans le département du Sud-Est et de produire une base de données très détaillée sur l'offre de FTP et sur les établissements locaux et régionaux qui y sont engagés. L'intérêt principal du portrait empirique que nous avons ainsi réalisé se situe dans l'émergence de modèles, de catégorisations et dans la mise au jour de dynamiques sociales, culturelles, éducatives et économiques authentiquement haïtiens. En effet, sans ignorer la littérature internationale sur le sujet, nous avons focalisé notre attention sur les caractéristiques d'Haïti en général et du département du Sud-Est en particulier, pour décrire la réalité telle qu'elle se présente, pour y ancrer nos analyses afin de faire ressortir des éléments clés sur la diversité de l'offre de formation (types d'établissements et de programmes) ainsi que sur l'importance des dynamiques de concertation intersectorielle développées dans la région. Nous avons aussi déterminé et décrit sept enjeux concernant l'avenir de la FTP à l'échelle régionale et nationale qui peuvent inspirer des chantiers d'innovations économiques, éducatives et sociales. Bien sûr, ce travail a des limites qui concernent la difficulté d'accéder à des ressources pour maintenir une activité de veille sur l'ensemble du territoire. Il aurait aussi été intéressant de documenter plus finement l'offre de formation dans le secteur privé indépendant, car ce dernier fourmille sans doute d'idées qui mériteraient d'être connues et analysées, mais son développement rapide et anarchique rend ce secteur difficile à circonscrire et à inventorier. Une autre limite concerne le cadre d'analyse que nous avons volontairement restreint à une approche plus descriptive sans chercher à intégrer des modèles théoriques exogènes. Ce travail reste à faire afin de pouvoir mettre en lumière

toutes les dimensions du champ de la FTP en Haïti. Nous espérons être en mesure de poursuivre notre travail d'enquête et d'analyse et espérons que les résultats que nous avons exposés de manière détaillée sauront inspirer des lectures complémentaires de ces données et des études comparatives dans d'autres régions du pays. Nous souhaitons surtout que les résultats présentés dans cet article soient utiles aux acteurs de la FTP dans le Sud-Est ainsi qu'à toutes les personnes et les institutions qui s'intéressent à la FTP en Haïti. Nous invitons également tous les acteurs nationaux et internationaux à contribuer à la mise à jour des savoirs empiriques sur la FTP et les autres secteurs économiques et culturels du pays en mobilisant les compétences des gens d'Haïti pour décrire ce pays magnifique qui est le leur. ■

## BIBLIOGRAPHIE

- 1 Canada, G.d., *Évaluation de la coopération Canada-Haïti 2006-2013 - Rapport synthèse*. 2015: Ottawa, Canada.
- 2 Davoigneau, J. and I. Duhau, *Jacmel, entre rêve et réalité*. In Situ. Revue des patrimoines, 2016(30).
- 3 MTPCT-MICT, *Guide de bonnes pratiques pour la construction de petits bâtiments en maçonnerie chaînée en Haïti*. 2010, Ministère des Travaux publics, Transports et Communication et Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales: Port-au-Prince, Haïti.
- 4 OCDE, *Formation et emploi: relever le défi de la réussite*. 2010: OECD Publishing.
- 5 Hanushek, E.A., *Economic growth in developing countries: The role of human capital*. Economics of Education Review, 2013. 37: p. 204-212.
- 6 Lane, J.E. and K. Kinser, *The cross-border education policy context: Educational hubs, trade liberalization, and national sovereignty*. New Directions for Higher Education, 2011. 2011(155): p. 79-85.
- 7 Teixeira, A.A. and A.S. Queirós, *Economic growth, human capital and structural change: A dynamic panel data analysis*. Research Policy, 2016. 45(8): p. 1636-1648.
- 8 Virtanen, A., P. Tynjälä, and A. Eteläpelto, *Factors promoting vocational students' learning at work: study on student experiences*. Journal of Education and Work, 2014. 27(1): p. 43-70.
- 9 McHugh, P.P., *The impact of compensation, supervision and work design on internship efficacy: implications for educators, employers and prospective interns*. Journal of Education and Work, 2017. 30(4): p. 367-382.
- 10 OCDE, *Skills beyond school - Synthesis Report*. OECD Reviews of Vocational Education and Training, 2014.
- 11 Gilgun, J.F. and R.G. Sands, *The contribution of qualitative approaches to developmental intervention research*. 2012, Sage Publications Sage UK: London, England.
- 12 Tabak, R.G., et al., *Bridging research and practice: models for dissemination and implementation research*. American journal of preventive medicine, 2012. 43(3): p. 337-350.
- 13 Truxillo, D.M., D.M. Cadiz, and L.B. Hammer, *Supporting the aging workforce: A review and recommendations for workplace intervention research*. Annu. Rev. Organ. Psychol. Organ. Behav., 2015. 2(1): p. 351-381.
- 14 Creswell, J.W. and V.L. Plano Clark, *Designing and conducting Mixed methods Research*. 2011, London: Sage.
- 15 Teye, J.K., *Benefits, challenges, and dynamism of positionalities associated with mixed methods research in developing countries: evidence from Ghana*. Journal of Mixed Methods Research, 2012. 6(4): p. 379-391.
- 16 Bourque, C.J. and C. Duplan, *Qualitative and Quantitative Data Analysis: Relevance of mixed method design in complex and fragile fields*. in 8th International Conference on Social Science Methodology. 2012. Sydney, Australia.
- 17 Bourque, C.J. and C. Duplan, *Problématique de la formation professionnelle et les techniques mixtes d'enquête-terrain en Haïti*. 2012, Université de Sherbrooke.
- 18 Bourque, C.J., et al. *Un modèle d'enquête-intervention innovant pour les milieux sociaux fragiles: la formation d'une équipe de terrain pour une étude socio-économique en éducation en Haïti*. in *Au-delà des secteurs et des disciplines: la co-production de la connaissance sur l'innovation sociale*. 2013. Université Laval.
- 19 CCFTP-DSE. *Plan stratégique et opérationnel 2013-2017*. 2013 [cited 2017 16 janvier]; <http://www.apprendreunmetier.org/images/pdf/pdf01.pdf>.
- 20 PCV, *Capitalisation-Formation Technique et Professionnelle - La gouvernance par la mise en place du Conseil de concertation en formation technique et professionnelle dans le département du Sud-Est*. 2015, PCV-Haïti.
- 21 Ivashova, V.A., et al., *The views of employers on the maturity of universal professional skills of young specialists of the Russia's agricultural sector (an example of Stavropol Territory)*. Life Science Journal, 2014. 11(9s).
- 22 Smeby, J.-C. and K. Heggen, *Coherence and the development of professional knowledge and skills*. Journal of Education and Work, 2014. 27(1): p. 71-91.
- 23 Dupont, L., *Cointégration et causalité entre développement touristique, croissance économique et réduction de la pauvreté: cas de Haïti*. Études caribéennes, 2009(13-14).
- 24 Théodat, J.-M., *L'endroit et l'envers du décor: la «touristicité» comparée d'Haïti et de la République Dominicaine*. Tiers Monde, 2004(2): p. 293-317.
- 25 Doré, G., *Politique de formation professionnelle et d'emploi en Haïti: le cas du secteur du tourisme (1980-2010)*. 2010, Université Paris-Est.
- 26 Bourque, C.J., *Structures organisationnelles et réseaux sociaux dans les dynamiques de changement: réflexions sur le cas du développement touristique en Haïti*. 2012, Université publique du Sud-Est à Jacmel.
- 27 O'Connell, E., R.P. Abbott, and R.S. White, *Emotions and beliefs after a disaster: a comparative analysis of Haiti and Indonesia*. Disasters, 2017.

**Claude Julie Bourque, Ph. D.**, est sociologue et spécialiste des méthodes d'enquête complexes et des terrains fragiles. Elle est coordonnatrice scientifique de l'Unité de recherche en éthique clinique et partenariat-famille au Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine à Montréal, chercheure associée au Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie à Montréal et professeure à l'Institut des sciences, des technologies et des études avancées d'Haïti. Elle a collaboré à cette enquête d'abord à titre de consultante, puis de chercheure indépendante. [bourque.cj@gmail.com](mailto:bourque.cj@gmail.com)

**Christian Duplan** est originaire de Jacmel. Diplômé du Centre pilote de formation professionnelle à Port-au-Prince en 1989, il a été recruté comme enseignant à l'École professionnelle de Jacmel, puis nommé chef des travaux en 1991 et directeur en 2007. Il est représentant régional de l'Institut national de formation professionnelle depuis 2011 et est le directeur du Centre public de formation technique et professionnelle de Jacmel. Initiateur du Groupe de travail sur la formation technique et professionnelle en 2012, il est président-fondateur du Conseil de concertation en formation technique et professionnelle du département du Sud-Est en 2013. Il est l'instigateur de l'enquête dont les résultats sont présentés dans cet article. [christiand22@yahoo.fr](mailto:christiand22@yahoo.fr)